

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

SUIVI DE LA CONJONCTURE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

N° 129 – 3^{ème} trimestre 2006

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	8
<i>Les placements des ménages</i>	9
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	10
<i>3. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	11
<i>3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	11
<i>L'endettement des ménages</i>	12
<i>L'endettement des entreprises</i>	13
<i>3.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	14
<i>4. Les risques sectoriels</i>	15
<i>5. Rappel des taux</i>	17
<i>5.1 Taux réglementés</i>	17
<i>5.2 Principaux taux de marché</i>	17
<i>5.3 Taux de l'usure</i>	17
<i>6. Monnaie fiduciaire</i>	18
<i>6.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	18
<i>6.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	18

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre et Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

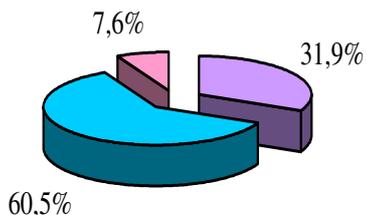
Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Synthèse

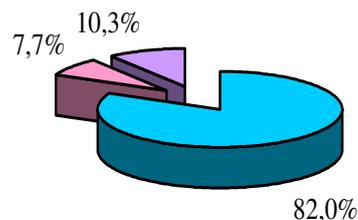
Actifs financiers

Au 30 septembre 2006, l'ensemble des **actifs financiers**, hors assurance vie, s'élevait à 165,869 millions d'euros. Ils ont progressé de 5,6 % par rapport au trimestre précédent et de 7,6 % en glissement annuel. Bien que la part des actifs financiers des ménages, hors assurance vie, dans le total des actifs (hors assurance-vie) ait diminué de 3 points en un trimestre, ils représentent toujours plus des quatre cinquièmes du total (82 %). Ils affichent des hausses de 2,2 % en glissement trimestriel et de 5,4 % en glissement annuel. Les sociétés non financières détiennent 7,7 % des actifs financiers hors assurance vie, avec près de 13 millions d'euros.

Répartition des actifs par nature au 30 septembre 2006



Répartition des actifs par agents au 30 septembre 2006



■ Dépôts à vue ■ Placements liquides ou à court terme ■ Epargne à long terme ■ Ménages hors AV ■ Sociétés non financières ■ Autres agents

Les dépôts à vue (31,9 %), les placements liquides ou à court terme (60,5 %) et l'épargne à long terme (7,6 %) composent intégralement les actifs financiers. La part de chacun de ces éléments dans le total des actifs est traditionnellement stable. Les dépôts à vue (55,1 millions d'euros) ont augmenté de 19,3 % par rapport au 30 juin 2006 et de 23,2 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2005. L'évolution des placements liquides ou à court terme (104,538 millions d'euros) est faible (+ 0,3 % en glissement annuel et - 0,5 % en glissement trimestriel). Enfin, l'épargne à long terme (13,053 millions d'euros), uniquement détenue par les ménages de l'archipel, s'inscrit en hausse de 3,5 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2005 et de 3,1 % par rapport au trimestre précédent. Pour mémoire, seuls les contrats d'assurance-vie détenus auprès des établissements de crédit locaux sont recensés dans ces statistiques (les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel ne sont pas comptabilisées).

Au 30 septembre 2006, les actifs financiers des **sociétés non financières** s'élevaient à 12,816 millions d'euros, soit une progression de 4,2 % par rapport au 30 septembre 2005 et de 10,3 % par rapport au 30 juin 2006. Ces actifs sont ventilés entre les dépôts à vue (64,9 %) et les placements liquides ou à court terme (35,1 %). Les dépôts à vue ont nettement augmenté entre les mois de septembre 2005 et septembre 2006 (+ 17 %). En glissement trimestriel, ils enregistrent une hausse plus modérée de 6,4 %. Les placements liquides ou à court terme enregistrent des variations plus contenues (+ 0,4 % en glissement annuel et - 0,2 % en glissement trimestriel). Depuis trois trimestres consécutifs, quelques actifs financiers sont détenus sous forme de comptes d'épargne à régime spécial. Cependant, plus de 98 % des placements liquides ou à court terme des sociétés non financières sont des placements indexés sur les taux de marché.

L'ensemble des actifs financiers des **ménages** de l'archipel s'élève à 142,839 millions d'euros. Ils enregistrent une progression de 2 % en glissement trimestriel et de 4,7 % en glissement annuel. Les dépôts à vue regroupent près du quart (24,8 %) du total des actifs des ménages ; les placements liquides ou à court terme 66,1 % et l'épargne à long terme 9,1 %. Les dépôts à vue des ménages ont augmenté de plus d'un cinquième en un an, alors que le niveau des placements liquides ou à court terme est resté le même. Parmi ces actifs, les plus fortes hausses ont été enregistrées par les livrets A et bleus (+ 13,4 % en un an) et les livrets jeunes (+ 14,4 % en glissement annuel). Les plans d'épargne logement (34,2 % de l'épargne à long terme hors assurance-vie) enregistrent une augmentation de 24,1 % en glissement annuel. Hormis les contrats d'assurance vie, l'épargne à long terme des ménages de l'archipel s'élève à 6,231 millions d'euros.

Les avoirs des **autres agents** (17,036 millions d'euros) ont augmenté de près d'un tiers en un an et de 38,7 % en un trimestre. Cette évolution est essentiellement liée à la hausse des dépôts à vue. Ces derniers ont plus que doublé en un an (+ 51,2 %). Les comptes d'épargne à régime spécial, pour leur part, se sont contractés de 10 % alors que les placements indexés sur les taux de marché ont augmenté d'un tiers (+ 33,6 %).

Passifs financiers

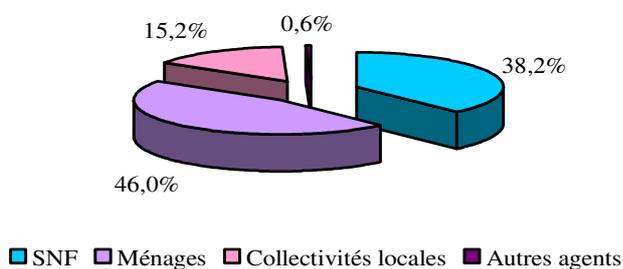
Le **total des concours courants bancaires** contractés auprès de l'ensemble des établissements de crédit (locaux ou non) s'élevait au 30 septembre 2006 à 151,841 millions d'euros, dont 14,6 % consentis par des établissements de crédit non installés localement. L'encours global enregistre une progression de 2,4 % en un an et de 2,6 % par rapport au trimestre précédent. L'ensemble des crédits octroyés est ventilé entre quatre catégories d'agents : les entreprises (38,2 % des fonds prêtés), les ménages (46 %), les collectivités locales (15,2 %) et les autres agents (0,6 %). Le montant des créances douteuses brutes s'élève à près de 26 millions d'euros, soit une progression de 19,7 % en glissement trimestriel. Le taux de créances douteuses atteint ainsi 17 %. Cette évolution est essentiellement liée à l'augmentation des créances douteuses sur les entreprises (+ 187 % en un an et 20,5 % sur un trimestre). A noter que 98,5 % des créances douteuses sont déclarés par les établissements de crédit locaux.

Les concours des établissements bancaires locaux aux **entreprises locales** représentent 96,3 % de l'encours global aux entreprises. Ce dernier s'élève à près de 58 millions d'euros, soit une hausse de 16,9 % en un an et de 5,1 % en un trimestre. Les crédits d'exploitation regroupent 36,6 % des sommes prêtées et les crédits d'investissement 21,8 %. Depuis le 31 décembre 2005, des reclassements ont été opérés entre les crédits d'exploitation, les crédits à l'habitat et les autres crédits, créant des variations importantes (à la hausse comme à la baisse) non significatives. Les créances douteuses brutes des entreprises s'élèvent à 23,563 millions d'euros, soit 40,6 % de l'encours global des entreprises.

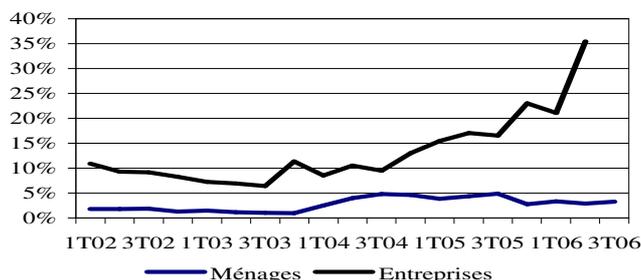
Au 30 septembre 2006, l'encours total des **ménages** s'élevait à 69,837 millions d'euros. Plus de 90 % des emprunts sont contractés auprès des établissements de crédit locaux. Plus de 80 % de l'encours des ménages sont des crédits à l'habitat. Ces derniers ont progressé de 5,6 % en glissement annuel et de 1,5 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2006. Les crédits à la consommation des ménages concentrent 11,8 % des sommes empruntées. De plus en plus de crédits à la consommation sont contractés en métropole (15,6 % en septembre 2004, 17,5 % au 30 septembre 2005 et 20,3 % en septembre 2006). Les créances douteuses brutes des ménages représentent 3,2 % de l'encours total, enregistrant une faible augmentation de 0,3 point en un trimestre. En glissement annuel, le taux de créances douteuses a diminué de 1,6 point.

La part des crédits contractés par les **collectivités locales** auprès des établissements de crédit métropolitains augmente. Au 30 septembre 2004, 50,4 % de l'encours était contracté hors zone, contre 53,6 % au 30 septembre 2005 et 57,9 % au 30 septembre 2006. L'encours total des collectivités, 23,116 millions d'euros, a faiblement varié par rapport au trimestre précédent (+ 0,8 %). Cependant, en glissement annuel, les emprunts contractés par les collectivités se sont contractés de 17,2 %. La diminution des crédits à l'équipement (- 14,4 % en un an) explique en partie cette évolution, même si les crédits d'exploitation ont été multipliés par 2,7 en un an (+ 174,7 %).

Répartition des crédits par agents au 30 septembre 2006



Evolution des créances douteuses dans l'encours



Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

L'encours des crédits aux entreprises et administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait, au 30 juin 2006, à 76,491 millions d'euros. Le montant agrégé de ces crédits est en baisse de 2,6 % par rapport au 30 juin 2005 et en hausse de 2,5 % par rapport au 31 mars 2006.

Les administrations et collectivités locales concentrent traditionnellement la part la plus importante de l'encours total, suivi de la catégorie « immobiliers, locations et services aux entreprises » et du secteur commercial. Ces trois secteurs représentent 62 % de l'encours total déclaré, soit plus de 47 millions d'euros. Inversement, les concours du secteur de l'hôtellerie et de la restauration, du secteur primaire, et du secteur industriel enregistrent de faibles montants. Ces secteurs regroupent moins de 16 % de l'encours total, pour un peu plus de 12 millions d'euros.

Les concours à déclarer sont répartis entre quatre principales rubriques : les crédits à court terme, les crédits à moyen et long terme, la rubrique de crédit-bail et de location avec option d'achat et les engagements hors-bilan. La composition de l'encours dans l'archipel est principalement concentrée sur les crédits à court terme (28,1 %) et les crédits à moyen et long terme (61,3 %). Les crédits à moyen et long terme regroupent les crédits à l'exportation, à l'équipement, à l'habitat, les crédits en devises ainsi que la catégorie « crédits divers » à plus d'un an.

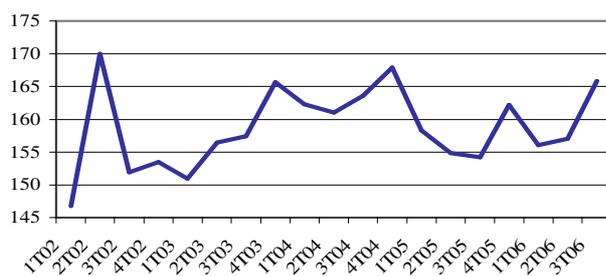
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

En millions d'euros	30-sept.-04	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	Variations	
										1 an	1 trim.
Sociétés non financières	14,927	15,940	14,362	13,197	12,296	14,662	12,576	11,614	12,816	4,2%	10,3%
Dépôts à vue	10,128	11,276	8,763	8,924	7,821	11,481	7,868	7,110	8,322	6,4%	17,0%
Placements liquides ou à court terme	4,799	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,708	4,504	4,494	0,4%	-0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial							0,042	0,035	0,064	-	82,9%
Placements indexés sur les taux de marché	4,799	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	4,469	4,430	-1,0%	-0,9%
dont comptes à terme	4,799	4,664	5,599	4,273	4,475	3,181	4,666	4,469	4,430	-1,0%	-0,9%
OPCVM monétaires											
certificats de dépôt											
Epargne à long terme											
dont OPCVM non monétaires											
Ménages	138,084	137,582	134,174	135,672	136,394	137,529	136,420	139,999	142,839	4,7%	2,0%
Dépôts à vue	29,684	28,745	27,312	29,111	29,399	29,114	28,955	31,979	35,415	20,5%	10,7%
Placements liquides ou à court terme	99,313	99,293	96,951	95,438	94,389	95,301	95,017	95,362	94,371	0,0%	-1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	29,628	31,058	31,510	32,083	32,349	33,526	33,552	33,276	33,594	3,8%	1,0%
Livrets ordinaires	25,497	26,729	27,073	27,530	27,700	28,521	28,406	28,098	28,324	2,3%	0,8%
Livrets A et bleus	3,774	3,953	4,054	4,169	4,245	4,586	4,719	4,741	4,814	13,4%	1,5%
Livrets jeunes	0,332	0,350	0,355	0,355	0,355	0,370	0,382	0,387	0,406	14,4%	4,9%
Livrets d'épargne populaire											
CODEVI								0,005	0,005	-	-
Comptes d'épargne logement	0,025	0,026	0,028	0,029	0,049	0,049	0,045	0,045	0,045	-8,2%	-
Placements indexés sur les taux de marché	69,685	68,235	65,441	63,355	62,040	61,775	61,465	62,086	60,777	-2,0%	-2,1%
dont OPCVM monétaires											
Comptes créditeurs à terme	62,433	61,236	58,563	56,771	55,795	56,011	55,773	56,394	55,969	0,3%	-0,8%
Epargne à long terme	9,087	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	12,658	13,053	3,5%	3,1%
Plans d'épargne logement	1,559	1,612	1,642	1,909	1,720	2,015	2,061	2,074	2,134	24,1%	2,9%
Plans d'épargne populaire											
Autres comptes d'épargne											
Portefeuille-titres	2,798										
OPCVM non monétaires		2,995	3,111	3,378	3,544	3,682	3,682	3,724	4,097	15,6%	10,0%
Contrats d'assurance-vie	4,730	4,937	5,158	5,836	7,342	7,417	6,705	6,860	6,822	-7,1%	-0,6%
Autres agents	15,352	19,292	14,816	11,840	12,867	17,426	13,773	12,284	17,036	32,4%	38,7%
Dépôts à vue	9,504	13,679	8,778	6,435	7,517	11,952	8,432	7,100	11,363	51,2%	60,0%
Placements liquides ou à court terme	5,848	5,613	6,038	5,405	5,350	5,474	5,341	5,184	5,673	6,0%	9,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,821	3,782	3,939	3,368	3,377	3,448	3,265	3,126	3,038	-10,0%	-2,8%
Placements indexés sur les taux de marché	2,027	1,831	2,099	2,037	1,973	2,026	2,076	2,058	2,635	33,6%	28,0%
Epargne à long terme											
Total actifs financiers	168,363	172,814	163,352	160,709	161,557	169,617	162,769	163,897	172,691	6,9%	5,4%
Dépôts à vue	49,316	53,700	44,853	44,470	44,737	52,547	45,255	46,189	55,100	23,2%	19,3%
Placements liquides ou à court terme	109,960	109,570	108,588	105,116	104,214	103,956	105,066	105,050	104,538	0,3%	-0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,449	34,840	35,449	35,451	35,726	36,974	36,859	36,437	36,696	2,7%	0,7%
Placements indexés sur les taux de marché	76,511	74,730	73,139	69,665	68,488	66,982	68,207	68,613	67,842	-0,9%	-1,1%
Epargne à long terme	9,087	9,544	9,911	11,123	12,606	13,114	12,448	12,658	13,053	3,5%	3,1%

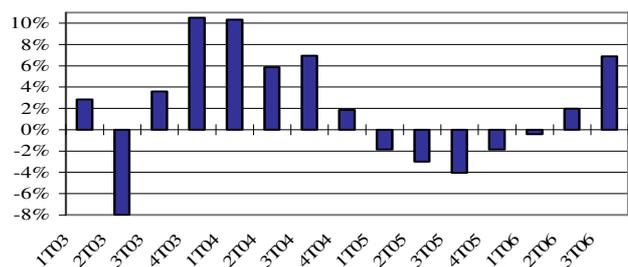
Ensemble des actifs financiers

(hors assurance vie)

En millions d'euros



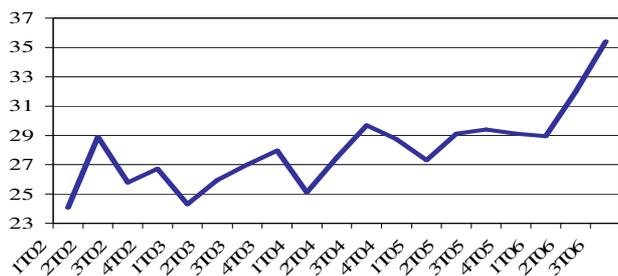
Variation en glissement annuel



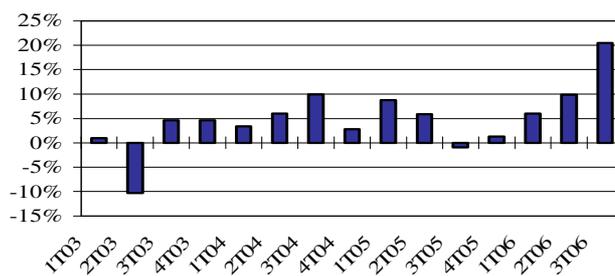
Les placements des ménages

Dépôts à vue

En millions d'euros

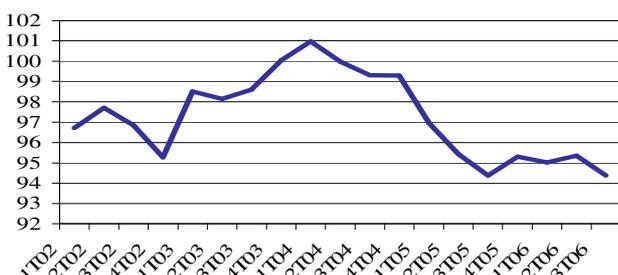


Variation en glissement annuel

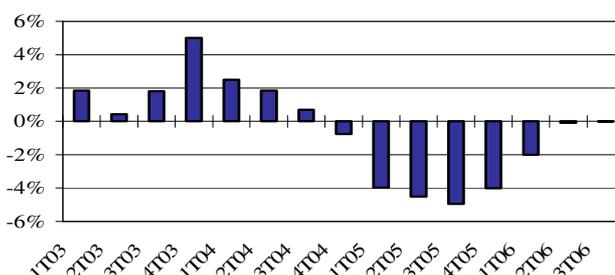


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

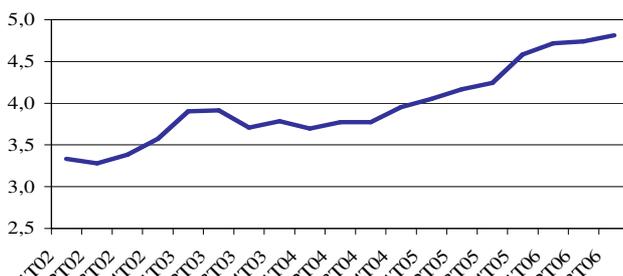


Variation en glissement annuel

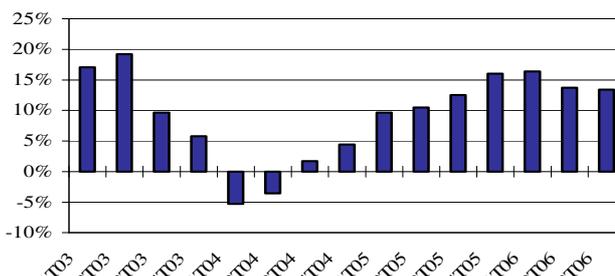


Livrets A et bleu

En millions d'euros

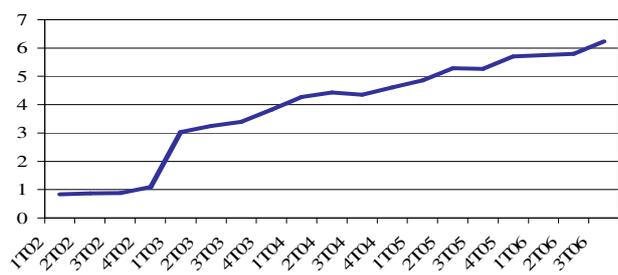


Variation en glissement annuel

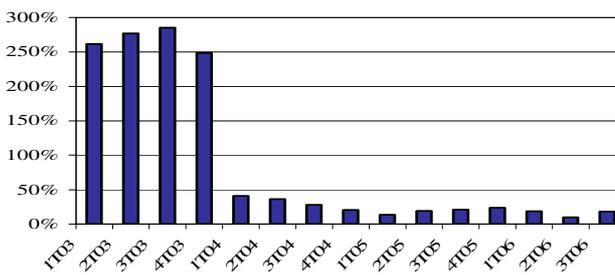


Epargne à long terme (hors assurance vie)

En millions d'euros

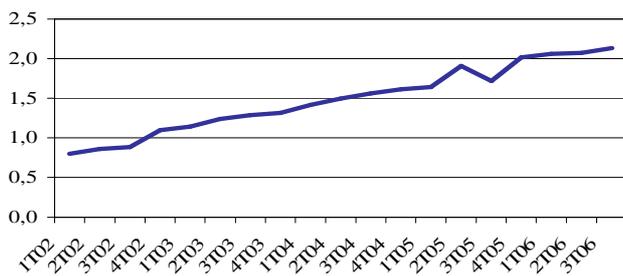


Variation en glissement annuel

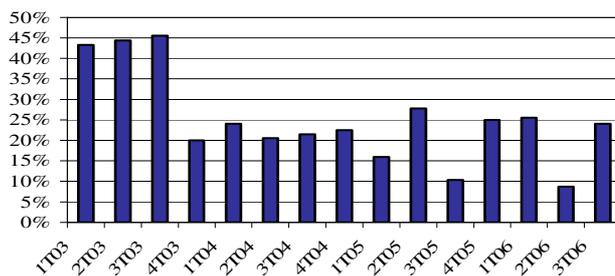


Plans d'épargne logement

En millions d'euros



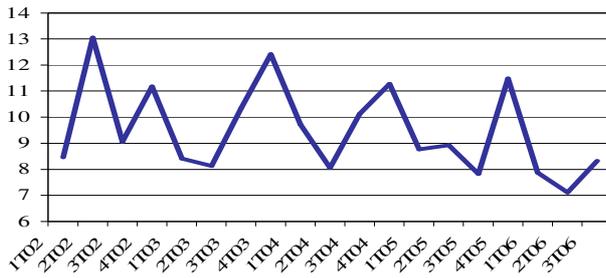
Variation en glissement annuel



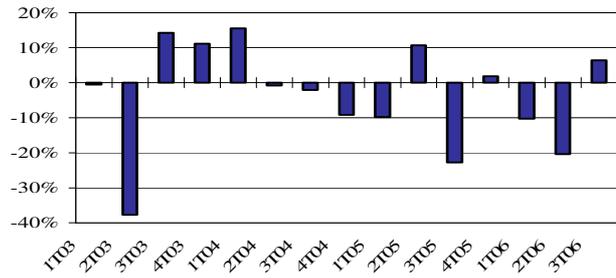
Les disponibilités des entreprises

Dépôts à vue

En millions d'euros

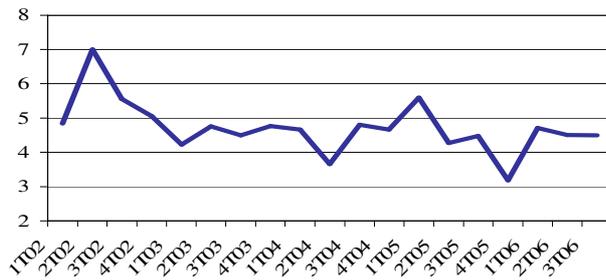


Variation en glissement annuel

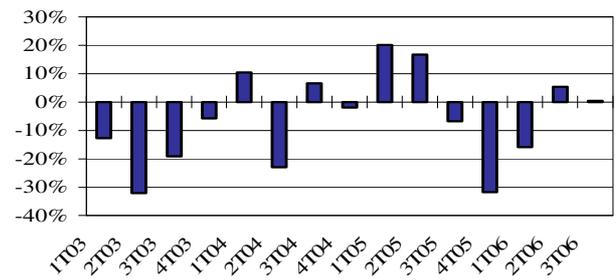


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros



Variation en glissement annuel



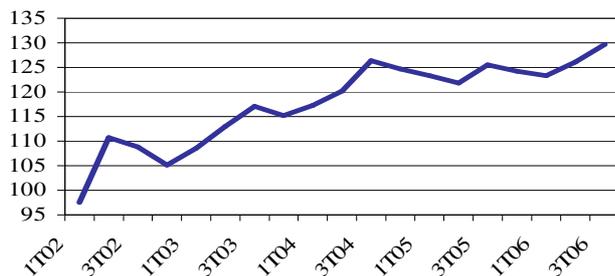
3. Les passifs financiers de la clientèle non financière

3.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

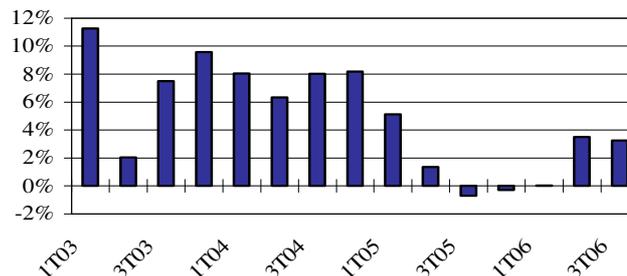
En millions d'euros	30-sept.-04	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	Variations	
										1 an	1 trim.
Entreprises											
Crédits d'exploitation	18,984	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	20,638	21,243	35,6%	2,9%
Créances commerciales	3,400	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	2,559	4,039	14,7%	57,8%
Crédits de trésorerie	1,550	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	6,417	5,458	4953,7%	-14,9%
Comptes ordinaires débiteurs	14,034	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	11,662	11,746	-2,5%	0,7%
Affacturage										-	-
Crédits d'investissement	13,618	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	12,456	10,578	-24,4%	-15,1%
Crédits à l'équipement	13,618	13,345	13,459	13,858	14,000	13,149	13,264	12,456	10,578	-24,4%	-15,1%
Crédit-bail										-	-
Crédits à l'habitat	5,264	4,335	4,226	4,151	3,898					-100,0%	-
Autres crédits	4,294	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761	0,725	0,714	0,510	-89,2%	-28,6%
Encours sain	42,160	38,034	37,584	37,355	38,288	34,541	34,516	33,808	32,331	-15,6%	-4,4%
Créances douteuses brutes	4,719	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,747	19,480	23,491	186,5%	20,6%
Encours total	46,879	44,204	45,021	45,688	46,486	45,774	44,263	53,288	55,822	20,1%	4,8%
Taux de créances douteuses	10,1%	14,0%	16,5%	18,2%	17,6%	24,5%	22,0%	36,6%	42,1%	24,4	5,5
Ménages											
Crédits à la consommation	5,859	5,542	5,302	5,675	5,827	6,425	6,287	6,318	6,592	13,1%	4,3%
Crédits de trésorerie	3,793	4,453	4,366	4,835	4,976	5,594	5,482	5,584	5,740	15,4%	2,8%
Comptes ordinaires débiteurs	1,984	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	0,661	0,780	0,9%	18,0%
Crédit-bail	0,082	0,080	0,079	0,078	0,078	0,075	0,075	0,072	0,072	-7,7%	-1,4%
Crédits à l'habitat	48,480	49,358	48,967	49,117	50,161	50,390	49,968	50,656	51,528	2,7%	1,7%
Autres crédits	7,269	6,869	6,352	5,566	6,387	4,354	3,765	3,554	3,115	-51,2%	-12,4%
Encours sain	61,608	61,769	60,621	60,358	62,375	61,169	60,020	60,528	61,235	-1,8%	1,2%
Créances douteuses brutes	2,908	2,795	2,390	2,559	3,139	1,838	2,260	1,747	1,933	-38,4%	10,7%
Encours total	64,516	64,564	63,011	62,917	65,514	63,007	62,275	62,275	63,168	-3,6%	1,4%
Taux de créances douteuses	4,5%	4,3%	3,8%	4,1%	4,8%	2,9%	3,6%	2,8%	3,1%	-1,7	0,3
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	3,498	4,162	174,7%	19,0%
Crédits de trésorerie						0,347	0,203	1,272	2,047	-	60,9%
Comptes ordinaires débiteurs	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	2,226	2,115	39,6%	-5,0%
Crédits à l'équipement	7,625	7,481	9,431	8,511	6,805	6,621	6,452	5,544	5,360	-21,2%	-3,3%
Autres crédits	4,655	4,657	2,560	2,462	0,760	0,363	0,363	0,363	0,188	-75,3%	-48,2%
Encours sain	13,353	14,220	13,633	11,774	9,080	9,591	9,660	9,405	9,710	6,9%	3,2%
Créances douteuses brutes					3,865	4,823	6,344	0,015	0,013	-	-12,1%
Encours total	13,353	14,220	13,633	11,774	12,945	14,414	16,004	9,420	9,723	-24,9%	3,2%
Taux de créances douteuses					29,9%	33,5%	39,6%	0,2%	0,1%	-	0,0
Autres agents											
Encours sain	1,656	1,622	1,619	1,432	0,597	1,033	0,782	1,089	0,918	53,8%	-15,7%
Créances douteuses brutes	0,010					0,018	0,002	0,027		-	-100,0%
Encours total	1,666	1,622	1,619	1,432	0,597	1,051	0,784	1,116	0,918	53,8%	17,0%
Taux de créances douteuses	0,6%					1,7%	0,3%	2,4%		-	-2,4
TOTAL											
Encours sain	118,777	115,645	113,457	110,919	110,340	106,334	104,978	104,830	104,194	-5,6%	-0,6%
Créances douteuses brutes	7,638	8,965	9,827	10,892	15,202	17,912	18,353	21,268	25,438	67,3%	19,6%
Encours total	126,415	124,610	123,284	121,811	125,542	124,246	123,331	126,098	129,632	3,3%	2,8%
Taux de créances douteuses	6,0%	7,2%	8,0%	8,9%	12,1%	14,4%	14,9%	16,9%	19,6%	7,5	2,8
Taux de provisionnement	51,2%	52,5%	49,0%	53,6%	62,2%	55,6%	58,4%	47,3%	40,0%	-22,2	-7,3

Ensemble des crédits des EC locaux

En millions d'euros

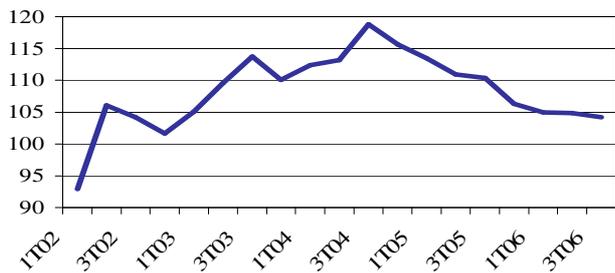


Variation en glissement annuel

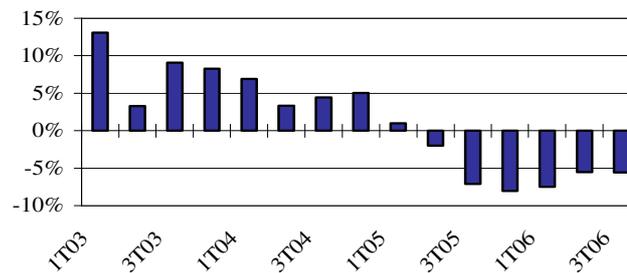


Encours de crédits sains des EC locaux

En millions d'euros



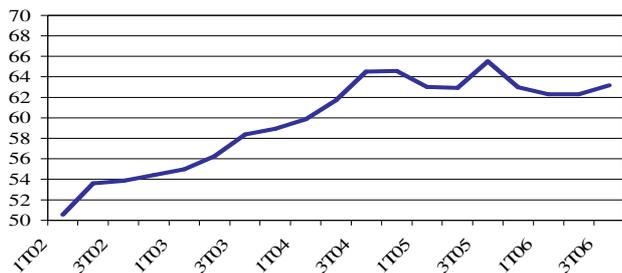
Variation en glissement annuel



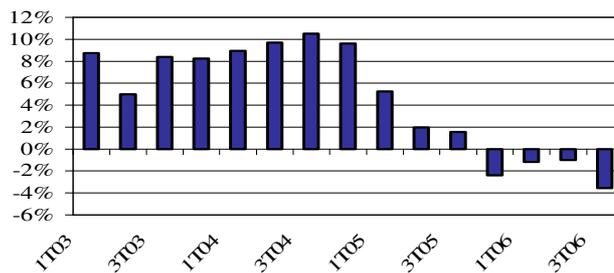
L'endettement des ménages

Ensemble des concours

En millions d'euros

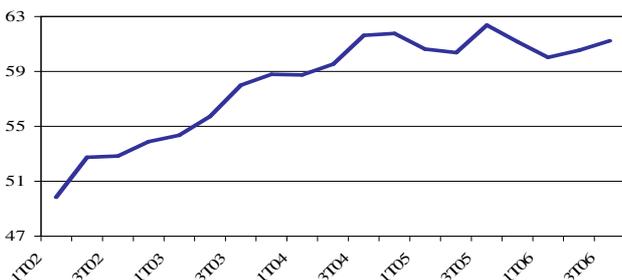


Variation en glissement annuel

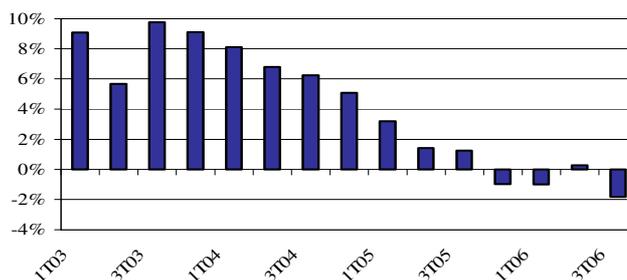


Ensemble des concours sains

En millions d'euros

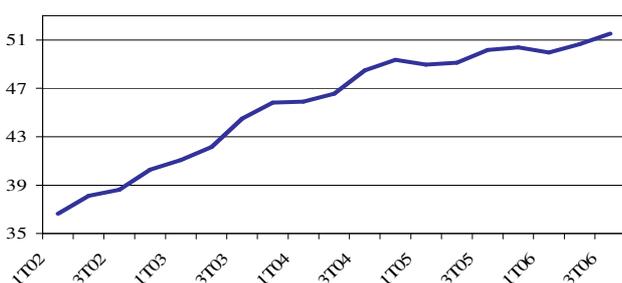


Variation en glissement annuel

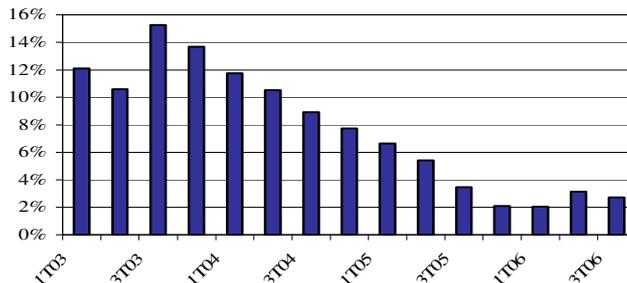


Crédits à l'habitat

En millions d'euros

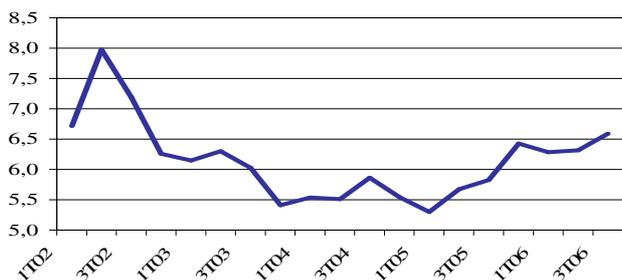


Variation en glissement annuel

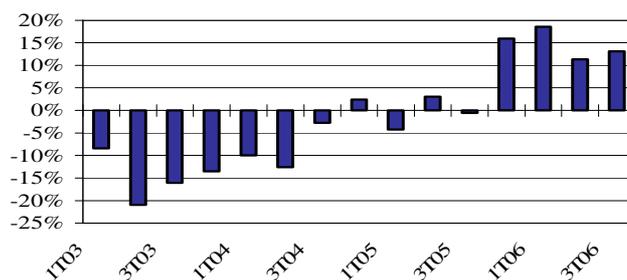


Crédits à la consommation

En millions d'euros

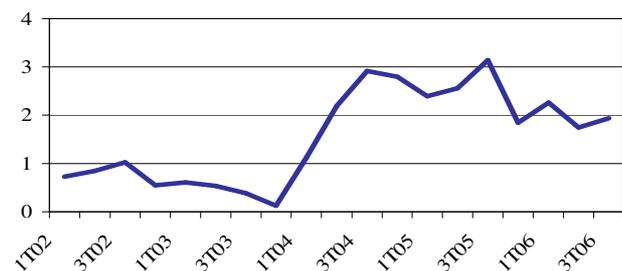


Variation en glissement annuel



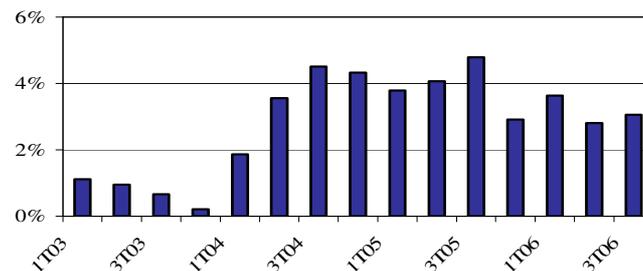
Créances douteuses brutes

En millions d'euros



Taux de créances douteuses

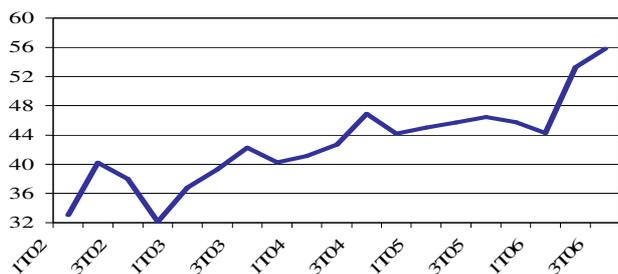
En pourcentage



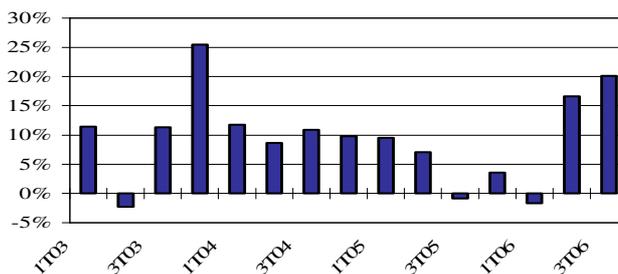
L'endettement des entreprises

Ensemble des concours

En millions d'euros

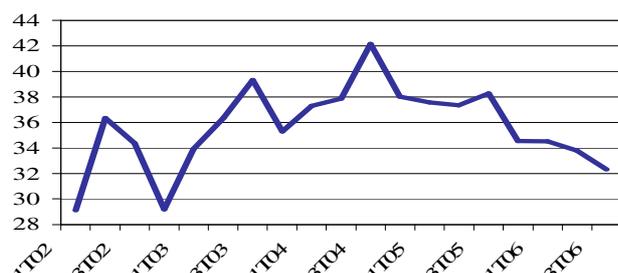


Variation en glissement annuel

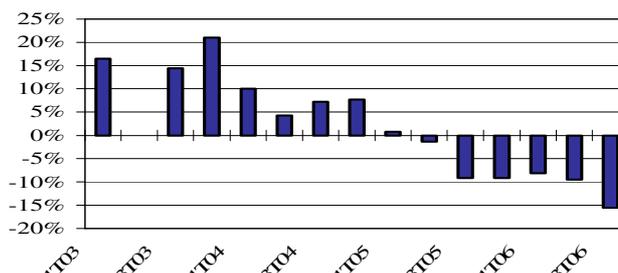


Ensemble des concours sains

En millions d'euros

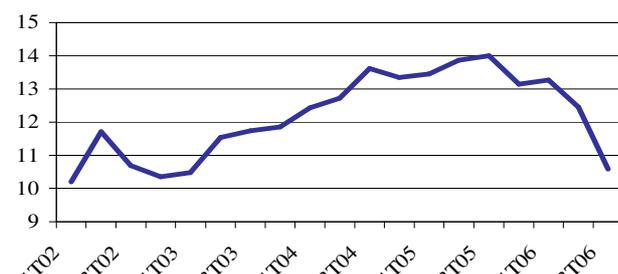


Variation en glissement annuel

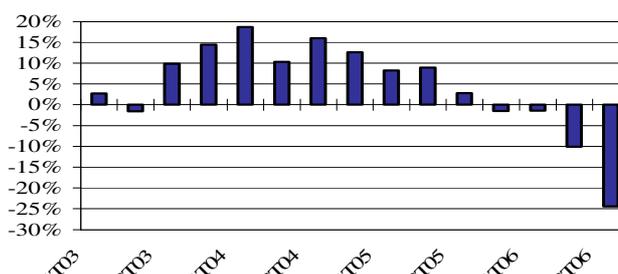


Crédits d'investissement

En millions d'euros

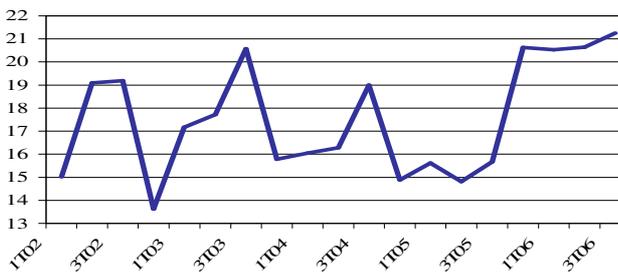


Variation en glissement annuel

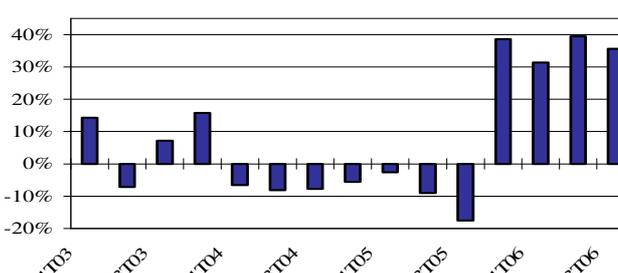


Crédits d'exploitation

En millions d'euros

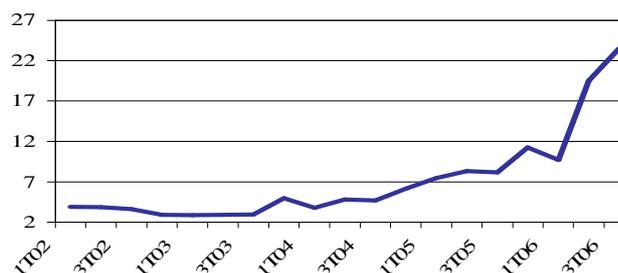


Variation en glissement annuel



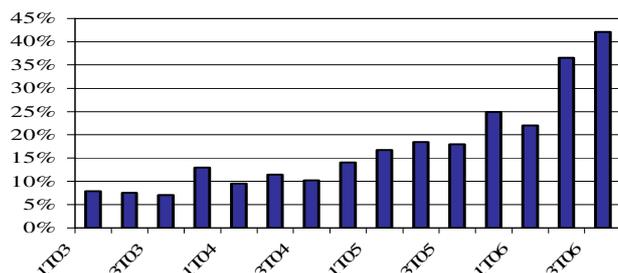
Créances douteuses brutes

En millions d'euros



Taux de créances douteuses

En pourcentage

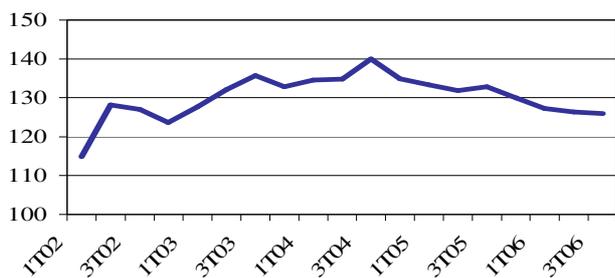


3.2 Concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit

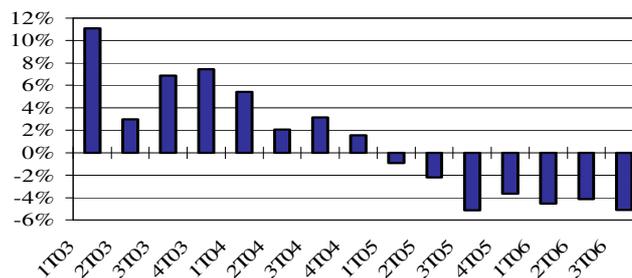
En millions d'euros	30-sept.-04	31-déc.-04	31-mars-05	30-juin-05	30-sept.-05	31-déc.-05	31-mars-06	30-juin-06	30-sept.-06	Variations		
										1 an	1 trim.	
Entreprises												
Crédits d'exploitation	18,984	14,888	15,620	14,805	15,671	20,631	20,527	20,638	21,243	35,6%	2,9%	
Créances commerciales	3,400	3,535	3,380	2,884	3,520	1,973	1,705	2,559	4,039	14,7%	57,8%	
Crédits de trésorerie	1,550	0,326	0,364	0,374	0,108	8,544	7,885	6,417	5,458	4953,7%	-14,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	14,034	11,027	11,876	11,547	12,043	10,114	10,937	11,662	11,746	-2,5%	0,7%	
Affecturation												
Crédits d'investissement	16,861	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	14,249	12,654	-25,9%	-11,2%	
Crédits à l'équipement	16,861	16,596	16,581	16,991	17,085	16,112	15,169	14,249	12,654	-25,9%	-11,2%	
Crédit-bail												
Crédits à l'habitat	5,264	4,335	4,226	4,151	3,898			0,714	0,510	-100,0%	-	
Autres crédits	4,294	5,466	4,279	4,541	4,719	0,761	0,725			-89,2%	-28,6%	
Encours sain	45,403	41,285	40,706	40,488	41,373	37,504	36,421	35,601	34,407	-16,8%	-3,4%	
Créances douteuses brutes	4,750	6,170	7,437	8,333	8,198	11,233	9,747	19,552	23,563	187,4%	20,5%	
Encours total	50,153	47,455	48,143	48,821	49,571	48,737	46,168	55,153	57,970	16,9%	5,1%	
Taux de créances douteuses	9,5%	13,0%	15,4%	17,1%	16,5%	23,0%	21,1%	35,5%	40,6%	24,1	5,2	
Ménages												
Crédits à la consommation	6,945	6,568	6,497	6,835	7,066	7,874	7,791	7,838	8,268	17,0%	5,5%	
Crédits de trésorerie	4,879	5,479	5,561	5,995	6,215	7,043	6,986	7,104	7,416	19,3%	4,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	1,984	1,009	0,857	0,762	0,773	0,755	0,730	0,661	0,780	0,9%	18,0%	
Crédit-bail	0,082	0,080	0,079	0,078	0,078	0,076	0,075	0,073	0,072	-7,7%	-1,4%	
Crédits à l'habitat	51,551	51,275	51,750	52,022	53,215	55,335	54,826	55,380	56,201	5,6%	1,5%	
Autres crédits	7,269	6,869	6,352	5,570	6,388	4,354	3,765	3,554	3,115	-51,2%	-12,4%	
Encours sain	65,765	64,712	64,599	64,427	66,669	67,563	66,382	66,772	67,584	1,4%	1,2%	
Créances douteuses brutes	3,301	3,094	2,587	2,928	3,383	1,933	2,283	1,980	2,253	-33,4%	13,8%	
Encours total	69,066	67,806	67,186	67,355	70,052	69,496	68,665	68,752	69,837	-0,3%	1,6%	
Taux de créances douteuses	4,8%	4,6%	3,9%	4,3%	4,8%	2,8%	3,3%	2,9%	3,2%	-1,6	0,3	
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,607	2,845	3,498	4,162	174,7%	19,0%	
Crédits de trésorerie						0,347	0,203	1,272	2,047	-	60,9%	
Comptes ordinaires débiteurs	1,073	2,082	1,642	0,801	1,515	2,260	2,642	2,226	2,115	39,6%	-5,0%	
Crédits à l'équipement	16,378	15,801	17,518	17,806	17,452	16,832	16,409	15,242	14,934	-14,4%	-2,0%	
Autres crédits	9,490	9,238	7,141	6,789	5,087	4,436	4,436	4,182	4,007	-21,2%	-4,2%	
Encours sain	26,941	27,121	26,301	25,396	24,054	23,875	23,690	22,922	23,103	-4,0%	0,8%	
Créances douteuses brutes						3,865	4,823	6,344	0,015	0,013	-	-12,1%
Encours total	26,941	27,121	26,301	25,396	27,919	28,698	30,034	22,937	23,116	-17,2%	0,8%	
Taux de créances douteuses							21,1%	0,1%	0,1%	0,1	0,0	
Autres agents												
Encours sain	1,887	1,764	1,717	1,530	0,695	1,033	0,782	1,089	0,918	32,1%	-15,7%	
Créances douteuses brutes	0,010					0,018	0,002	0,027		-	-100,0%	
Encours total	1,897	1,764	1,717	1,530	0,695	1,051	0,784	1,116	0,918	32,1%	-17,7%	
Taux de créances douteuses								2,4%			-2,4	
TOTAL												
Encours sain	139,996	134,882	133,323	131,841	132,791	129,975	127,275	126,384	126,012	-5,1%	-0,3%	
Créances douteuses brutes	8,062	9,264	10,024	11,261	15,446	18,007	18,376	21,574	25,829	67,2%	19,7%	
Encours total	148,058	144,146	143,347	143,102	148,237	147,982	145,651	147,958	151,841	2,4%	2,6%	
Taux de créances douteuses	5,4%	6,4%	7,0%	7,9%	10,4%	12,2%	12,6%	14,6%	17,0%	6,6	2,4	
Taux de provisionnement	48,5%	50,8%	48,1%	51,9%	61,3%	55,3%	58,4%	46,9%	39,7%	-21,6	-7,3	

Encours sain total

En millions d'euros

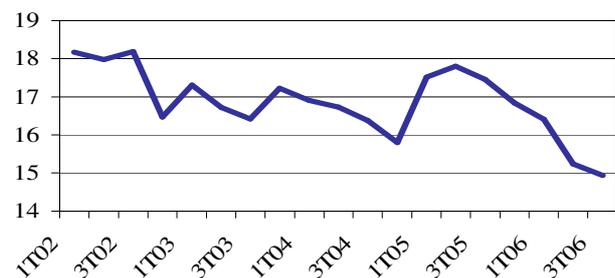


Variation en glissement annuel

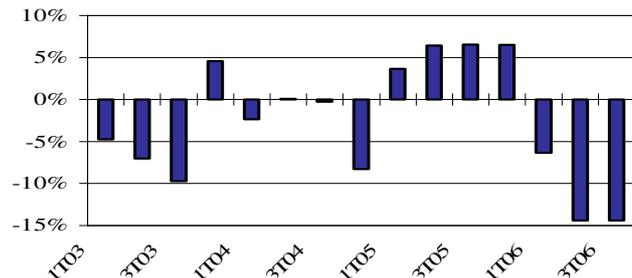


Encours de crédit d'équipement aux collectivités locales

En millions d'euros

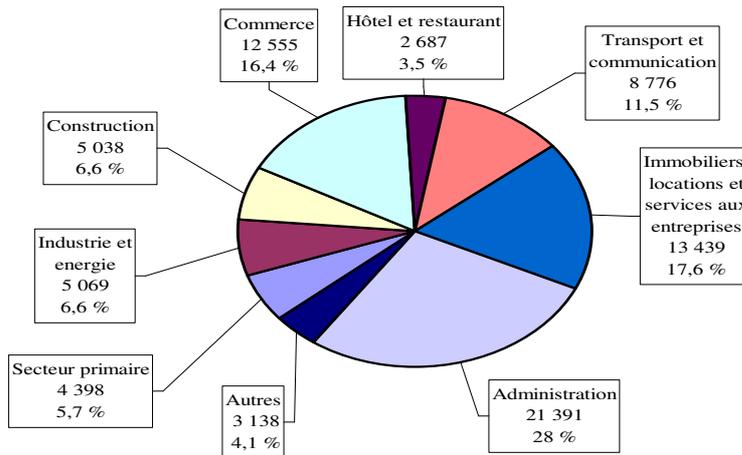


Variation en glissement annuel



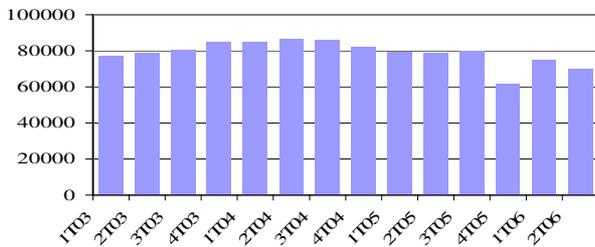
4. Les risques sectoriels

Répartition des risques par secteur au 30 juin 2006 (milliers d'euros et %)

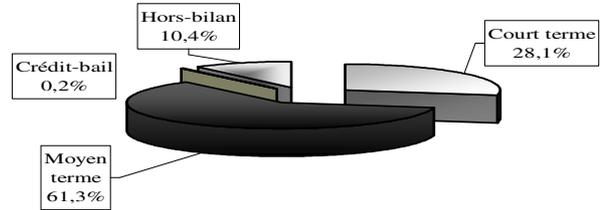


Evolution globale

En milliers d'euros

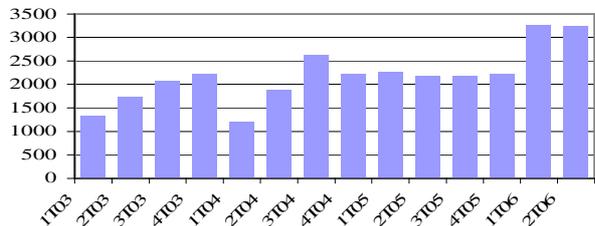


Structure (en %)

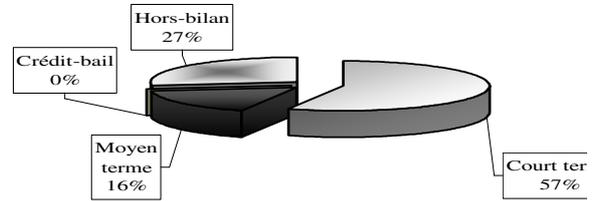


Secteur primaire

En milliers d'euros

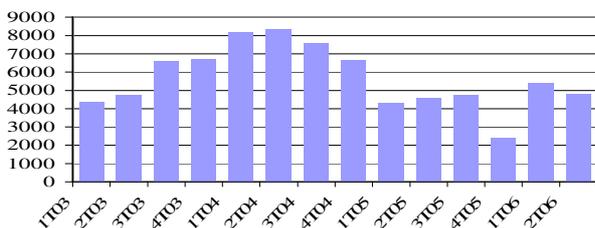


Structure (en %)

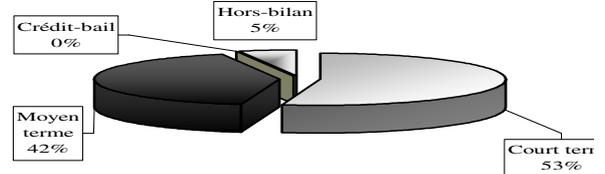


Industrie

En milliers d'euros

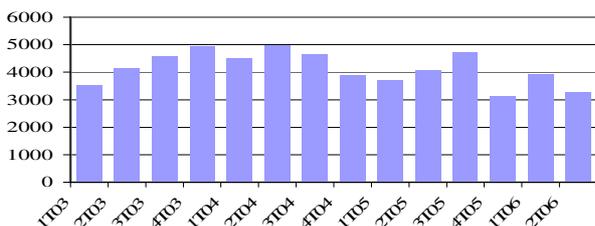


Structure (en %)

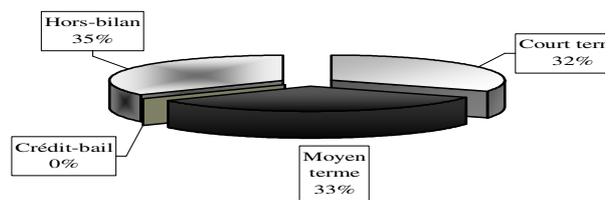


Construction

En milliers d'euros

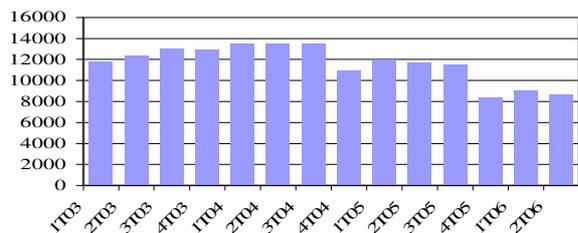


Structure (en %)

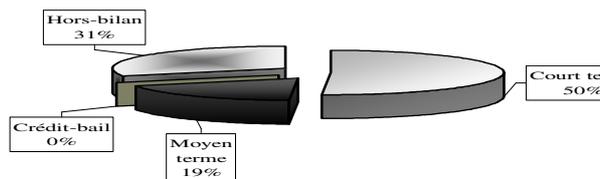


Commerce

En milliers d'euros

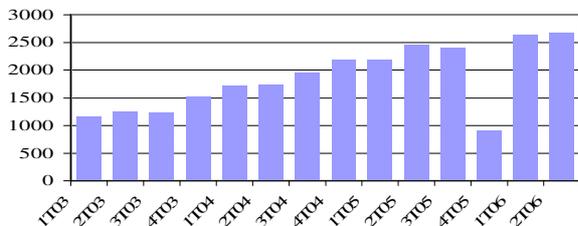


Structure (en %)

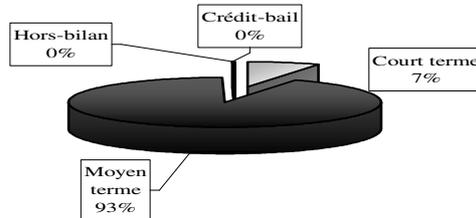


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

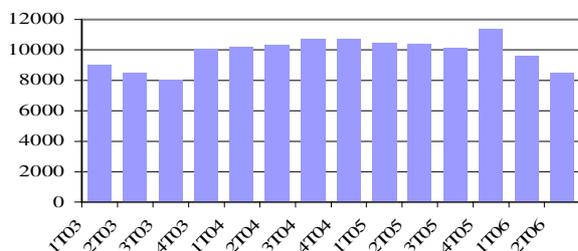


Structure (en %)

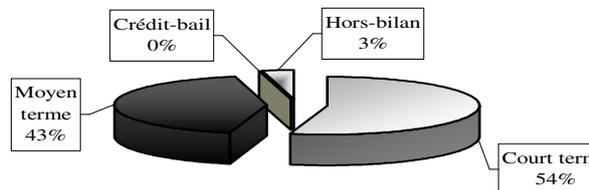


Transports et télécommunications

En milliers d'euros

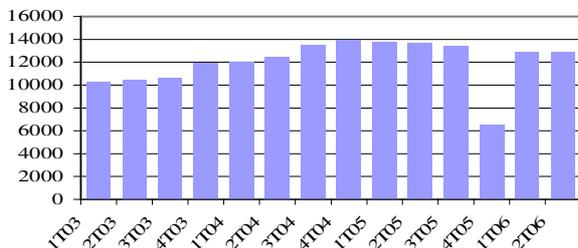


Structure (en %)

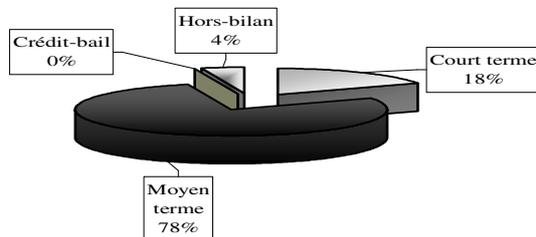


Immobilier, location et services aux entreprises

En milliers d'euros

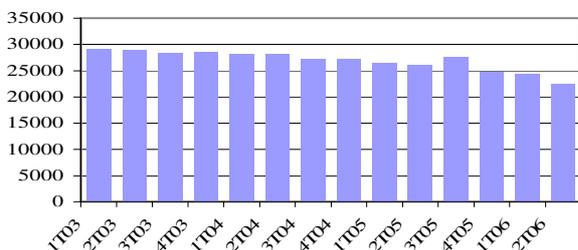


Structure (en %)

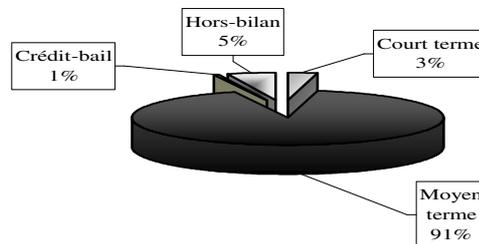


Administration

En milliers d'euros

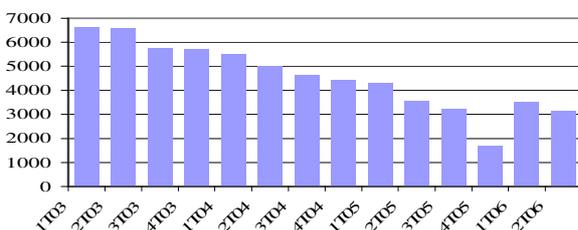


Structure (en %)

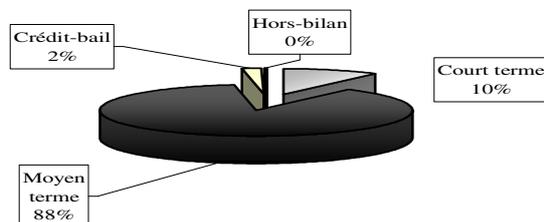


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



Structure (en %)



5. Rappel des taux

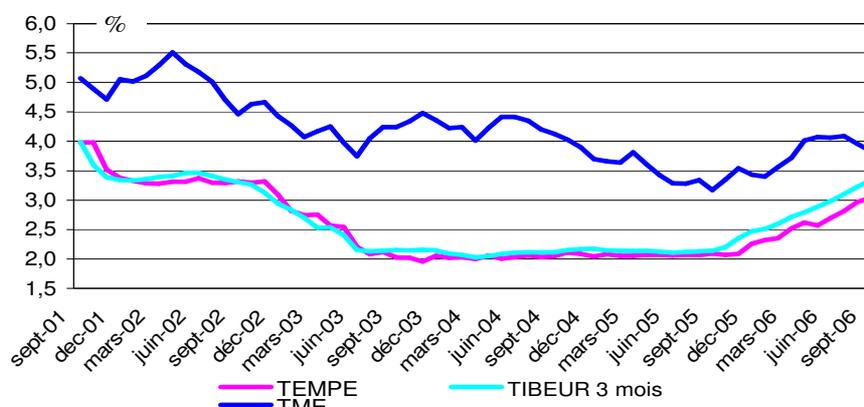
5.1 Taux règlementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (11/10/2006)	3,25 %
Taux de la facilité de dépôt (11/10/2006)	2,25 %
Taux de la facilité de prêt marginal (11/10/2006)	4,25 %

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1 ^{er} août 2006)									
Livret A et bleu	2,75%	Codevi	2,75%	LEP	3,75%	PEL	2,50%	CEL	1,75%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)	2,05%
ANNEE 2006 (JO du 07/02/06)	2,11%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif praticué au 3 ^{ème} trimestre 2006 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} octobre 2006
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	4,62 %	6,16 %
	- Prêts à taux variable	4,30 %	5,73 %
	- Prêts relais	4,52 %	6,03 %
	Autres prêts		
	- Prêts ≤ 1 524 € (*)	15,40 %	20,53 %
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	14,11 %	18,81 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,40 %	8,53 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,50 %	14,0 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

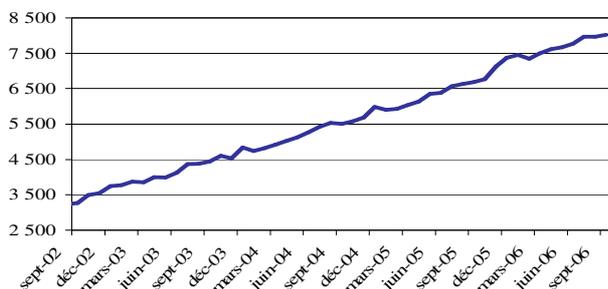
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

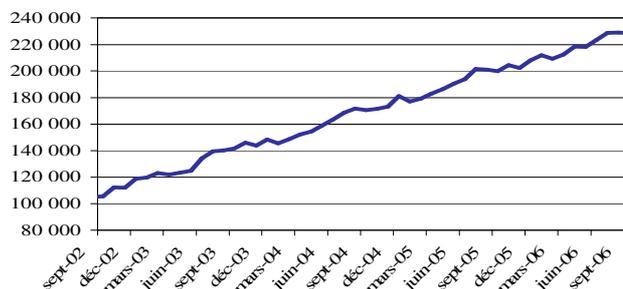
6.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En milliers d'euros

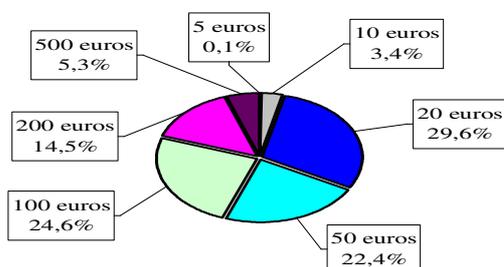


En unités

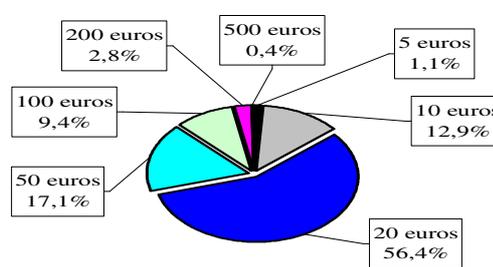


Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 30 septembre 2006

Répartition en valeur



Répartition en volume

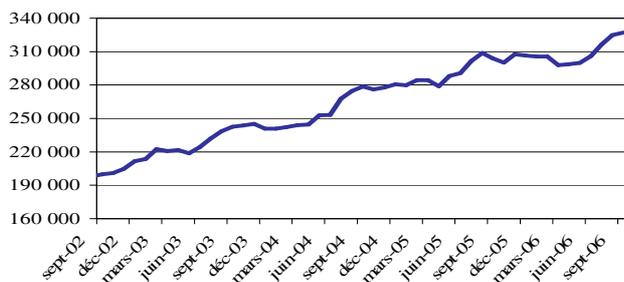


(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

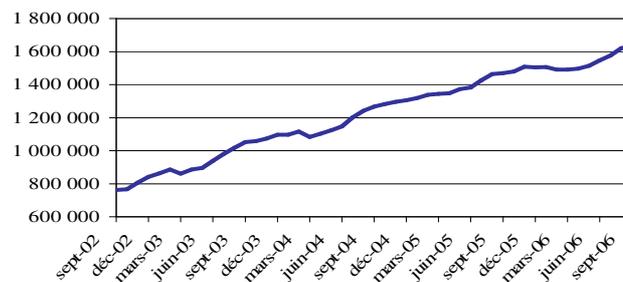
6.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En euros

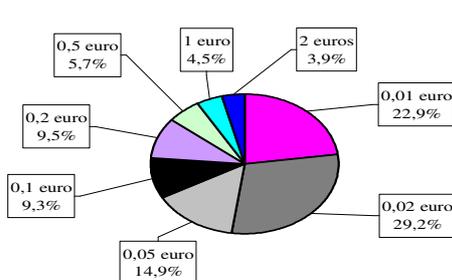


En unités

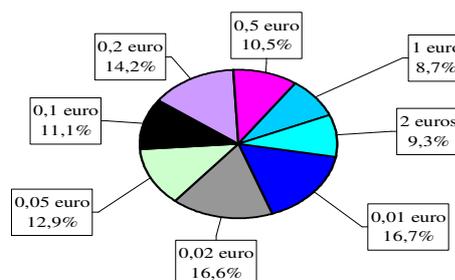


Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 30 septembre 2006

Répartition en valeur



Répartition en volume



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émis et retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE MER

Directeur de la publication : A.VIENNEY
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Novembre 2006 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle

BP 4202

97 500 Saint-Pierre et Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site internet : www.iedom.fr